

Burundi : Message de la conférence de l'opposition interdite par la police

@rib News, 19/09/2010 MOT LIMINAIRE D'UNE CONFERENCE DE PRESSE ORGANISEE PAR LA COALITION ADC-IKIBIRI EN DATE DU 17 SEPTEMBRE 2010 SUR LA SITUATION POLITICO-SECURITAIRE QUI PREVAUT DANS LE PAYS. Thème central : De la santé politico - sécuritaire au lendemain des élections de 2010. Nous animons la conférence de presse dans le contexte d'un environnement politico-sécuritaire très tendu qui risque de mettre un terme aux efforts consentis par le peuple Burundais et la communauté internationale depuis bientôt 17 ans. En effet, la Coalition ADC-IKIBIRI avait prôné dans sa conférence de presse du 2 septembre 2010 intitulée : « La grave contradiction du discours du Président du pouvoir en place lors de son Investiture et les événements sociopolitiques en cours au Burundi ». Des signes qui ne trompent pas sont déjà là.

Tout remonte aux élections communales du 24 Mai 2010 où les partis politiques qui fonderont quelques temps après la Coalition ADC-IKIBIRI constatent que tout était mis en place pour truquer les élections. Le recensement général, le Code électoral, l'organisation matérielle et technique des élections, le déroulement des élections montrent suffisamment clairement le parti au pouvoir et de l'autre la CENI, les élections de 2010 compromettaient même l'essence d'une élection libre et digne. L'usage de la force, le recours aux biens de l'Etat sous la complicité de la CENI, la corruption, le refus du perdant, nos mandataires pour les fatiguer, les corrompre et les intimider sont entre autres des éléments qui corroborent notre thèse. Après ce constat, des partis politiques de la Coalition ADC-IKIBIRI crient aux irrégularités et aux fraudes massives et se retirent de la course électorale. Les observateurs nationaux et internationaux réfutent cette assertion et affirment le contraire, ce qui a constitué une paume de discorde entre les observateurs et les partis de l'ADC-IKIBIRI. Les élections qui ont suivi (les présidentielles et législatives) ont été marquées par les mêmes tares et une participation minimale de la population inscrite au rôle. Tout compte fait, l'opinion nationale et les observateurs sont tout au moins déçus de toute manipulation des chiffres, au moins 50% des inscrits n'ont pas participé au vote ou ont voté non, ce qui confère aux Partis politiques de la Coalition ADC-IKIBIRI un crédit politique important. Au lieu de comprendre et d'intégrer un tel message, le pouvoir de NKURUNZIZA a sorti des griffes pour faire taire l'opposition mais en vain. Par contre il s'est adjoint des petits partis politiquement en panne réunis dans CELAT pour créer un faux front et tromper l'opinion. Dès lors, des menaces se multiplient sur les partis et leaders de l'ADC-IKIBIRI et aboutiront au départ forcé d'Agathon RWASA, de Léonard NYANGOMA et d'Alexis SINDUHIJE. Sur terrain, on constate la multiplication des tueries massives, des arrestations et des emprisonnements arbitraires dans plusieurs provinces du pays, les plus citées étant BUBANZA, CIBITOKE, BUJUMBURA, MAIRIE, KAYANZA, NGOZI, RUYIGI et MUYINGA. Toutes ces personnes arrêtées, tuées ou emprisonnées, selon les pouvoirs publics, le seraient essentiellement pour des raisons de propriétés foncières et de la simple criminalité. Les enquêtes menées ici et là prouvent qu'au moins 2/3 des personnes tuées, arrêtées et emprisonnées sont des militants des partis membres de la Coalition ADC-IKIBIRI. Sur ce plan, il est clair que la stratégie est de maintenir le peuple dans la panique, dans une situation de terreur, de ni paix ni guerre et de empêcher de prendre conscience des manquements graves de ce pouvoir. Mais, nous notons, à propos de cette insécurité, des considérations différentes. D'aucuns parlent d'une rébellion en gestation, d'autres, surtout les pouvoirs publics, groupes de bandits et de criminels tandis que dans le Journal IWACU, on dit que sur la question, le Président NKURUNZIZA et le Ministre de la Défense seraient à couteaux tirés, le premier voulant écraser l'État d'urgence et craser la soi-disante rébellion et le second quant à lui, s'opposant pour autant qu'aucune position militaire n'ait jamais été attaquée. Bien entendu, pour ce genre d'information, la position du Gouvernement se comprend pour autant que l'ambition du Président du Régime en place est de convaincre le monde que le Burundi n'est plus en phase post conflit mais plutôt en phase de développement où le plan de chasser le BINUB pour le réduire à un simple bureau d'observation et éviter un minimum gênant quant aux lourdes conséquences de la dérive totalitaire de son parti et de son pouvoir. Notons que le BINUB a pour mission la consolidation de la paix au Burundi. Une telle situation ne manque pas d'inquiéter nos militants car, selon les tenants du pouvoir en place, le premier à être critiqué serait suivi d'un ratissage sans pitié des membres de l'ADC-IKIBIRI. Cependant, la politique que nous menons porte des fruits à propos. En affirmant notre volonté de vouloir mener la lutte politique pacifique, nous nous soulevons à l'encontre de cette accusation gratuite de la Coalition ADC-IKIBIRI en proposant des solutions réalistes à la gestion de la crise actuelle. Face à cette situation si explosive, les partis membres de l'ADC-IKIBIRI constatent que : - Le Burundi qui était considéré un modèle de la démocratie et de résolution pacifique des conflits dans la Région des Grands Lacs risque de constituer un foyer de tension et une source de déstabilisation de la sous-région qui, somme toute, est en ébullition ; - Les tueries sélectives et massives des citoyens innocents, les exils forcés, les disparitions d'une catégorie de la population, les arrestations arbitraires, les jugements et les emprisonnements abusifs, les tracasseries judiciaires, la création et l'entretien des ailes dissidentes des partis politiques, particulièrement ceux de l'ADC-IKIBIRI, constituent des témoignages assez éloquents que le régime en place est issu des élections truquées ; - Les réflexes de la répression aveugle ne sont pas encore disparus au Burundi ; - La dictature et la répression aveugle des citoyens qui revendiquent leurs droits et libertés, le refus d'un dialogue franc et sincère avec les partenaires politiques, sociaux et moraux risquent de replonger le Burundi dans des cycles de violence ; - Cette situation risque d'être aggravée au fur et à mesure que le régime en place et la communauté internationale continuent à s'éloigner des principes moteurs du dialogue à Arusha pour la gestion et la stabilité du pays ; L'entretien d'un Forum Permanent des partis politiques non fonctionnel, devenu tribune par excellence des ailes dissidentes des partis membres de l'ADC-IKIBIRI constitue un danger pour la Nation et la démocratie et de ce fait contribue à l'aggravation de la crise politique en cours. Par conséquent les partis de l'ADC-IKIBIRI annoncent officiellement qu'ils suspendent leur participation au Forum de Dialogue Permanent des Partis Politiques jusqu'à un nouvel ordre et demandent aux partenaires dudit Forum d'arrêter de continuer à appuyer financièrement et matériellement un Forum qui n'a honoré aucune de ses missions, un Forum dirigé par le Ministre de l'Intérieur en violation de l'article 80 de la Constitution de la République du Burundi, un Forum contre

des dissidents des partis politiques. Pour sortir de cet engrenage, les partis politiques de la Coalition ADC-IKIBIRI proposent le schéma suivant : Engager un dialogue franc et sincère avec les forces politiques, sociales et morales pour réduire les tensions et créer un environnement favorable à la paix, à la réconciliation et la cohabitation pacifique ; Créer des conditions favorables au retour des leaders en exil forcés ; Retrouver les disparus et mettre fin au phénomène des disparitions ; Mettre un terme au harcèlement des leaders et des militants des partis politiques de la Coalition ADC-IKIBIRI ainsi qu'aux leaders d'opinion ; Laisser à l'ADC-IKIBIRI, l'espace politique comme l'opposition extra-parlementaire ; Renoncer aux pratiques de division des partis politiques par la création des ailes ; Rétablir le parti FNL dans ses droits. Il ne pourrait plus y avoir de prétexte car, le Ministre de l'Intérieur Edouard NDUWIMANA qui prétendait être d'ambassadeur et qui connaît bien le dossier est revenu en force à la tête du même Ministère. Nous demandons au Président du pouvoir en place de faire suite à la correspondance lui adressée par le leader du parti FNL, Agathon RWASA pour qu'il ne doive faire recours aux instances internationales compétentes en la matière. Ce serait une honte pour notre pays Punir de manière exemplaire les auteurs des crimes énoncés ci-dessus ; Réfléchir ensemble avec la Communauté Internationale sur la part de l'opposition extra-parlementaire dans l'encadrement de la population. Les partis de l'ADC-IKIBIRI restent d'opposés à tout dialogue franc et sincère susceptible de remettre le Burundi sur la voie du dialogue, de la démocratie et de la réconciliation. Les partis de l'ADC-IKIBIRI tiennent à rappeler une fois de plus, qu'ils se sentent pas liés aux institutions issues des élections truquées et qui plus continuent à sombrer dans les pratiques d'exclusion, de violences, d'intimidation et de terrorisme. En conséquence, les Partis membres de l'ADC-IKIBIRI sont contre certains médias qui tentent de manipuler l'opinion en accréditant l'hypothèse selon laquelle les partis de l'IKIBIRI auraient reconnu les institutions issues des élections truquées. Les partis politiques de l'ADC-IKIBIRI Tiennent pour responsables le parti CNDD-FDD et le régime qui en est issu, des lourdes conséquences qui découleront de cette situation de confusion, d'anarchie et de chaos entretenue à dessein pour des intérêts sectaires inavoués ; Demandent au parti CNDD-FDD de se souvenir des mobiles qui ont à tort à l'origine de sa création et des mécanismes qui ont permis l'intégration dans les institutions de l'Etat. Demandent au peuple Burundais de rester calme et serein et résister à toute sollicitation tendant à les diviser encore une fois en groupes antagonistes. Demandent aux Nations Unies et particulièrement aux bailleurs de fonds de ne pas continuer à cautionner le retour d'un monopartisme de fait au Burundi, le retour d'un régime dictatorial contraires à l'instauration d'un Etat de droit, d'un Etat démocratique, d'un Etat équitable au Burundi. Demandent à la Communauté Internationale, à la Région et plus particulièrement à la facilitation dans les conflits inter-burundais de redoubler de vigilance pour éviter que le Burundi ne soit à nouveau le théâtre des violences et le départ de la stabilisation de la région des Grands Lacs Nous vous remercions